

Faut-il rendre la philosophie populaire ?

Edith Perstunski-Deleage, eperstunskideleage@orange.fr

La philosophie est, de fait, popularisée aujourd'hui ; mais ce n'est pas pour cela qu'elle est populaire. Et s'il faut la rendre populaire aujourd'hui, c'est parce qu'elle est consubstantielle à la démocratie, et que nous vivons la possibilité, peut être même la probabilité du déclin de la démocratie dans notre civilisation occidentale, déclin à quoi nous devons résister.

Le terme "populaire", apparu au 14^e siècle dans la langue française, est emprunté au latin popularis : "du peuple". Les pratiques philosophiques sont variées aujourd'hui. Mais quelle relation ont-elles avec le peuple ? Et en quel sens prendre "le peuple" ?

Voyons d'abord la diversité des nouvelles pratiques philosophiques.

Tout récemment a été initiée la " **fête de la philo** ", avec pour objectif le développement des Lumières, en se référant au jugement de Gilles Deleuze : "La philosophie empêche la bêtise d'être aussi grande qu'elle serait s'il n'y avait pas de philosophie; c'est sa splendeur". La fête de la philo a connu sa 1^{ère} édition en 2013, du 25 mai au 17 juin, parrainée par les Ministères de la Culture et de l'Education nationale, et par Jacques Attali, Elizabeth Badinter et Luc Ferry. Le projet de cette fête, énoncé par sa fondatrice, Emmanuelle Collas, c'est que "la philosophie ne soit pas la chasse gardée des élites, mais l'affaire de tous". Des dizaines de fêtes de la philo ont eu lieu dans de grandes villes, comme Paris, Lille, Marseille, en 2013 et 2014. Cela relève, commente Emmanuelle Collas "d'un désir, celui de penser le monde, pour trouver du sens dans cette époque en crise et en manque de repères".

Donc pratiquer la philosophie, c'est empêcher la bêtise et trouver du sens ; c'est encore imaginer les règles d'une vie bonne, comme l'écrit Luc Ferry dans son dernier ouvrage La plus belle histoire de la philosophie.

Si on regarde du côté des **cafés-philos**, les objectifs sont aussi clairement affichés.

En 1992 Marc Sautet , a inauguré le premier "café philosophique" à Paris, au Café des Phares place de la Bastille, en même temps qu'il ouvrait son Cabinet de Philosophie, rue de Sévigné. Trois ans plus tard, il relatait ces expériences dans Un café pour Socrate, où il raconte l'aventure des cafés-philos. Il explique qu'il craint que le scénario athénien vécu par Socrate (accusé de corrompre la jeunesse et condamné par la justice populaire à boire la cigüe), ne se reproduise, pour aboutir à une disparition des démocraties occidentales. L'idée des cafés-philos a continué sa route en se diffusant, d'abord en France et dans l'Europe francophone, et par la suite dans toute l'Europe et dans le monde entier ; ils existent aujourd'hui en Amérique latine, en Amérique du Nord, et au Japon. Et s'ils relèvent du même objectif : la philosophie pour tous, ils ont chacun une identité différente, à la fois dans leur temporalité et dans leur fonctionnement. Chacun de nous trois ici, animateurs bénévoles, participe à plusieurs cafés philos. Il y a celui de Chevilly, tous les 15 jours, qui existe depuis 15 ans ; il y a celui

d'Ivry sur Seine, qui existe depuis 16 ans et qui fonctionne tous les deux mois en alternance avec un "café des idées". Il y a celui des Phares, à la Bastille, tous les dimanches depuis 1992. Les cafés philo se réalisent dans des lieux aussi variés que des foyers de jeunes travailleurs, à l'hôpital, dans des entreprises etc. En ce sens il y a bien popularisation de la pratique philosophique.

Il y a aussi l'**atelier philo**.

Il se caractérise par une dimension plus "scolaire" : promouvoir la réflexion philosophique par l'étude de textes et d'auteurs de philosophie. C'est ce que je connais aussi pour le pratiquer à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis, dans le cadre de l'association Lire c'est vivre, qui aide au développement de la lecture en milieu carcéral. Car Robert Badinter, en 1983, alors Ministre de la Justice, a inscrit au code de procédure pénale la culture comme droit de toute personne détenue : "Il s'agit d'introduire dans l'univers mortifère des prisons, des portes pour la vie de l'esprit : des bibliothèques dans chaque prison, l'accès pour tous à la presse, et la libre expression des opinions.

L'atelier de philosophie à Fleury Mérogis fonctionne depuis sept ans pendant trois heures une fois par semaine, avec une vingtaine de détenus "volontaires", avec l'étude de textes littéraires, philosophiques, scientifiques etc. Et une fois dans l'année, deux journées sont consacrées à un philosophe ou un scientifique.

Dans toutes ces structures de pratique philosophique, les participants sont sociologiquement variés. Ils ne sont pas du peuple au sens du "petit peuple" ou du "bas peuple" (terme qui nous vient du latin impérial et du français médiéval, et qui a une acception socioéconomique aujourd'hui). "Rendre la philosophie populaire", ce n'est donc pas s'adresser au peuple en ce sens sociologique, c'est s'adresser à tous.

Enfin depuis 1945, et aujourd'hui encore, les réformes dans le système scolaire sont nombreuses pour réaliser la démocratisation de l'enseignement. Dans démocratisation il y a le radical démos qui signifie en grec ancien, le peuple au sens politique : le peuple rassemblé pour gouverner, c'est à dire pour tenir le gouvernail de la Cité, pour orienter et réguler le vivre ensemble. Le principe de l'enseignement philosophique, depuis les instructions de 1925, est de "former à penser par soi-même", en reprenant l'impératif kantien "Ose exercer ta faculté de juger par toi même". Mais justement, Kant a écrit cela dans un opuscule Qu'est ce que les Lumières ?, pour s'opposer à la conception encyclopédique des Lumières : être cultivé ne consiste pas, explique t-il, à amasser des connaissances, cela consiste à n'être ni conformiste ni paresseux ni lâche, à ne pas répéter les préjugés et les stéréotypes, à ne pas penser comme le dernier qui a parlé, mais à oser penser par soi-même. Et Kant écrit en ce sens "qu'il ne faut pas apprendre la philosophie mais apprendre à philosopher".

L'enseignement philosophique consiste à apprendre à questionner, à conceptualiser, et à argumenter. C'est en ce sens qu'en 1973, après de vifs débats dans la communauté philosophique en France, un Groupe de Recherche sur l'Enseignement de la Philosophie (le GREPH) s'est mis en place

avec le philosophe Jacques Derrida, pour rendre plus démocratique cet enseignement. L'ouvrage *Qui a peur de la philosophie?*, paru en 1977, synthétise ces recherches et propose d'étendre l'enseignement philosophique dans toutes les filières d'enseignement (général, technique, professionnel). Puis de ne pas cantonner l'enseignement de la philosophie à l'histoire de la discipline ou à l'étude d'un corpus, mais de l'ouvrir à toutes les disciplines susceptibles de stimuler la pensée : littérature, sciences, arts, etc. Enfin de le dispenser dès la seconde ou la sixième.

Il y a des initiatives analogues aujourd'hui, notamment avec le didacticien Michel Tozzi, mais elles restent encore marginales par rapport aux institutions pédagogiques de l'Education Nationale. Il y a aussi des ouvrages et des revues de vulgarisation des oeuvres et des concepts philosophiques. Vulgariser n'est pas rendre vulgaire, mais répandre les connaissances, les idées, les questions, en les mettant à la portée du public (de vulgus la foule), et ce depuis l'entreprise explicite des Lumières au 18^e siècle, et dans le prolongement de l'esprit positiviste français au 19^e. De même il y a des émissions radio et télé qui ont cet objectif, et aussi des conférences-débats et des "universités populaires".

Finalement l'enjeu de ces initiatives qui souscrivent à "la philosophie pour tous" relève d'une volonté commune. Cette volonté est celle d'un choix politique, celui de la démocratie :

"La philosophie est fille de la démocratie", écrivait l'historien de l'Antiquité Jean Pierre Vernant. Parce qu'à Athènes, au 5^e siècle avant Jésus-Christ, les réformes de Clisthène ont fait passer les grecs d'une royauté tyrannique à un gouvernement démocratique de la Cité. Et dans une démocratie, chacun doit participer aux choix et aux décisions qui concernent le vivre ensemble. Pour cela, il faut savoir problématiser, conceptualiser et argumenter. Ce qui se faisait sur la place publique en des forums de discussion où des sophistes enseignaient, contre rémunération, l'art de convaincre et de persuader.

Aujourd'hui nous sommes en France dans une société d'économie capitaliste et dans un régime politique de démocratie, où il n'y a plus de "grand récit" (Lyotard) pour raconter l'histoire dont nous sommes contemporains. Alors, dans cette situation, la question fondamentale est : "A quel idéal de société nous relier ?".

D'autre part, en ce 21^{ème} siècle, nous sommes dans une civilisation en mutation, celle de la révolution numérique et celle de l'homme "augmenté" de prothèses et de robots. Alors 2^e question "Pouvons nous rester maitres de cette évolution ?". Enfin, nous sommes dans une société en crise économique, sociale, écologique et morale ; 3^e question : "Comment assumer la double responsabilité de l'humain : à l'égard de lui-même et de la Terre qu'il habite ?".

Ces questions sont des défis pour la philosophie du temps présent. Et la plupart des philosophes contemporains refusent d'être des maitres à penser. Michel Foucault présentait en ce sens sa philosophie comme une boîte à outils pour se préoccuper de tous les aspects de la vie quotidienne, pour saisir la vérité du temps présent et rendre compte de la complexité de l'actualité. Alors il faut s'interdire le discours ésotérique, qui n'est accessible qu'à une poignée de spécialistes. Descartes, en

1637, s'est bien préoccupé d'écrire Le discours de la méthode non en latin, la langue des savants, mais en français, la langue de ses contemporains. Et s'efforcer de rendre la pratique philosophique populaire, la philosophie pour tous, pour que chacun participe aux choix de société.

Voilà pourquoi il faut **démocratiser le philosophe**.